



## Annales historiques de la Révolution française

329 | juillet-septembre 2002  
Varia

---

# Le problème de la conscription dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : un refus de l'identité nationale ? L'exemple cantalien

Bernard Vandeplas

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/669>

DOI : 10.4000/ahrf.669

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002

Pagination : 17-40

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Bernard Vandeplas, « Le problème de la conscription dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : un refus de l'identité nationale ? L'exemple cantalien », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 329 | juillet-septembre 2002, mis en ligne le 27 mars 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/669> ; DOI : 10.4000/ahrf.669

---

Tous droits réservés

# LE PROBLÈME DE LA CONSCRIPTION DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE : UN REFUS DE L'IDENTITÉ NATIONALE? L'EXEMPLE CANTALIEN

BERNARD VANDEPLAS

Par son intensité et son ampleur, le refus militaire dans la guerre ou la paix caractérise la région Auvergne et plus particulièrement le département du Cantal, de l'Ancien Régime à la fin de la Seconde République. Quelle est le sens de ce refus ? Un refus de la « modernité » ? Une absence d'identité nationale dans les campagnes ? Nous ne le pensons pas. En effet, le refus militaire dans le département comme le Cantal est plus dû à un problème économique et social qu'à un problème politique et idéologique. En fait, le poids des contraintes économiques explique en grande partie le fort taux de refus. Car la conscription bouleverse un certain équilibre économique et social, le sacrifice trop lourd et déstabilisant oblige d'une certaine façon à la désertion et l'insoumission. Le refus de l'identité nationale française n'est dès lors pas une certitude.

**Mots clés** : identité nationale ; conscription ; modernité ; insoumission ; XIX<sup>e</sup> siècle ; Cantal ; Auvergne.

## Introduction

De l'Ancien Régime à la fin de la Seconde République (1), l'Auvergne, et plus particulièrement le département du Cantal, se caractérise par un refus du recrutement militaire. Si son intensité varie selon les époques et les besoins de l'Etat, il demeure un problème majeur pour l'administration. Si le poids de la milice est en réalité faible (moins de 1 % de la population recrutée), cet impôt du sang n'en demeure pas moins ressenti de façon disproportionnée par rapport à la ponction opérée. Les différents abus occa-

(1) Même au-delà.

sionnés par ce système, comme les exemptions « des domestiques, des ecclésiastiques, des nobles et des privilégiés » (2) conduisent la majeure partie des Auvergnats à condamner cette forme de recrutement. Ces injustices amènent en 1789 le Tiers État, dans ses doléances, à demander soit l'aménagement soit la suppression de la milice. Ces vœux se concrétisent le 4 mars 1791 par son abolition pure et simple. Cependant, la situation extérieure se dégradant progressivement, l'État va devoir réintroduire un mode de recrutement fondé d'abord sur le volontariat, puis sur la réquisition, la conscription et enfin le recrutement. Ces différents modes, qui se succèdent de 1791 à 1818, ne résolvent pas le problème du refus militaire dans la guerre ou la paix.

On peut donc s'interroger sur le sens de ce refus : attitude contre-révolutionnaire ? Opposition à un aspect particulier du nouveau système qui se met en place ? Refus, incompréhension de la « modernité » ? Absence d'une identité nationale dans les campagnes ? Peut-on également parler d'antipatriotisme (3) ? Enfin, peut-on affirmer que l'ampleur de la désobéissance militaire est une « grandiose manifestation de défiance populaire » et un « thermomètre de l'opposition des populations », donc un « mouvement populaire par défaut » (4) ?

Le Cantal montre une singularité quantitative, un phénomène de « masse » qui dure. Par contre une absence de mentalité contre-révolutionnaire nettement affirmée et le contexte économique et social sont peut-être plus à prendre en compte dans le refus qu'une cause idéologique et un sentiment de non-appartenance à l'identité nationale française.

Refuser la conscription est considéré comme un élément fondamental de la non-prise de conscience d'une identité nationale. Eugen Weber affirme notamment « qu'il n'y avait pas assez de sens de l'identité nationale pour atténuer cette hostilité à l'armée » (5) et que le sentiment d'être français ne s'affirmerait que tardivement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, voire au début

(2) A.D. du Cantal, 17 B 6, doléance n° 95, p. 22, (copie du bailliage de Calvignat).

(3) Annie CRÉPIN, « Le Nord et le Pas-de-Calais face à la création de l'armée nationale (1791-an II) », *Revue du Nord*, janv.-mars 1993, pp. 41-57. L'auteur écrit : « ... Si tout soldat reste citoyen, tout citoyen doit être soldat - base du service militaire obligatoire - reste comprise en général dans nos régions septentrionales sauf de minorités, d'où le succès des levées de 1791 et, dans une moindre mesure, de celles de 1792 ». Il en est de même pour le département du Cantal. Les levées de volontaires de 1791-1792 montrent un certain succès. A. Crépin poursuit : « Peut-on parler d'anti-patriotisme ? Il faudrait évoquer le particularisme de la Flandre maritime... ». En effet, pour le Cantal comme pour les autres départements, il faudrait nuancer beaucoup plus et ne pas affirmer l'anti-patriotisme ou l'absence d'identité nationale dans les campagnes même si le refus des armes apparaît important. Voir également la thèse d'Annie Crépin : « Levées d'hommes et esprit public en Seine-et-Marne de la fin de la Révolution à la fin de l'Empire (1791-1815) », thèse de doctorat Nouveau Régime, Paris I, sous la direction du professeur Michel Vovelle, Paris, 1990, 2 tomes.

(4) Richard COBB, *La Protestation populaire en France, 1789-1820*, Paris, 1975, p. 96.

(5) Eugen WEBER, *La fin des terroirs : la modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, éd. Fayard, 1983, 844 p.

du XX<sup>e</sup> siècle (6). Alan Forrest dans son intéressante étude sur les déserteurs et insoumis montre « qu'une grande partie de la France restera obstinément archaïque dans ses structures, bien des décennies après l'abdication de l'Empereur (...) À long terme, la conscription de la campagne française change les paysans en citoyen français » (7). Plus récemment Frédéric Rousseau pour le département de l'Hérault, reprenant Eugen Weber dans sa conclusion, réaffirme que : « Ce n'est que plus tard, plus avant dans le siècle [XIX<sup>e</sup> siècle], que les Français prennent conscience de former une nation » (8). L'historien Isser Woloch compare le refus de conscription à « un champ de bataille où les communautés individuelles et locales s'opposent à un État impersonnel et lointain » (9). Certes, mais il faudrait peut-être nuancer et dire que le refus dans un département, par exemple comme dans le Cantal, est plus un problème économique et social, me semble-t-il, qu'un problème politique et idéologique. En effet, le sentiment d'appartenir à un ensemble humain et à un espace plus vaste qui va au-delà de son espace quotidien est réel, même s'il s'exprime peu et est difficilement cernable. L'autarcie et l'isolement total n'existent pas, il est bien connu que les idées traversent les montagnes et laissent des empreintes. « La découverte de la politique », chère à Michel Vovelle, et le sentiment d'appartenir à la nation France ne sont pas nés dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle, même si ces notions s'affirment effectivement et vraisemblablement à partir des années 1871-1880 (10). Pour le département du Cantal et certainement pour d'autres départements, le poids des contraintes

(6) Eugen WEBER, *op. cit.* Voir sur le sujet : Pierre BARRAL, « Depuis quand les paysans se sentent-ils français », *Ruralia* (Revue de l'Association des ruralistes français), n° 3-1998, pp. 7-21. Je rejoins l'analyse de l'auteur, que voici : « La démarche de l'auteur [Eugen Weber] apparaît bien systématique, orientée par une idée préconçue, et suscite des réserves. Sur la même réalité, les éclairages s'opposent. Et le choix entre eux est d'autant plus difficile qu'au XIX<sup>e</sup> siècle le décalage est considérable entre la culture populaire et la culture des élites sociales. Individuellement le paysan français du temps n'écrit pas collectivement, il ne possède pas d'organisation représentative. Tous les témoins sont extérieurs au milieu, même s'ils le fréquentent de près. Leurs interprétations peuvent être contestées, et elles se contredisent. On ne peut donc appréhender le problème que du dehors, en rassemblant et en critiquant des données qui ne conduisent pas à une conclusion identique » (p. 9).

(7) Alan FORREST, *Déserteurs et Insoumis sous la Révolution et l'Empire*, Paris, éd. Perrin, 1986, 326 p.

(8) Frédéric ROUSSEAU, *Service militaire au XIX<sup>e</sup> siècle : de la résistance à l'obéissance. Un siècle d'apprentissage de la patrie dans le département de l'Hérault*, éd. UMR 5609 du CNRS-ESID (États-Société-Ideologies-Défense), 1998, 224 p.

(9) Isser WOLOCH, *Napoleonic Conscription, State Power and Civil Society*, Past and Present 111, 1986, pp. 111-112, cité par A. Forrest, *op. cit.*, p. 11.

(10) Philippe CONTAMINE, « Mourir pour la patrie x-XX<sup>e</sup> siècle », dans Pierre NORA (dir.), *Les Lieux de Mémoires 2, La Nation 3 : La Gloire*, Paris, éd. Quarto Gallimard, 1997, pp. 1673-1698. « Dans l'histoire du sentiment national français, on ne peut nier que la défaite de 1871 constitue un événement décisif (...). La France, en deuil de deux de ses enfants, utilisera à fond les instruments désormais à sa disposition, le service militaire et l'école, tous deux obligatoires, pour inculquer le culte de la patrie », p. 1693. « L'histoire du sentiment de la patrie commence en France bien avant la Révolution même si ce dernier événement correspondit à un moment d'apogée (...) » (p. 1695).

économiques (11) explique essentiellement le fort taux de refus. Quant aux migrations, fondement de l'insoumission, qui connaissent l'un des taux les plus élevés de France, elles sont traditionnelles mais surtout économiques, car dans ce département on ne migre pas essentiellement pour échapper à l'armée, mais plutôt par besoins financiers.

## 1. Un refus permanent

Quantitativement important, le phénomène du refus des armes dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle perdure. Les successions des régimes politiques ne changent presque rien aux modalités du recrutement, le phénomène s'il dure ne s'atténue que progressivement. Le développement lent du réseau routier, un accroissement du nombre des gendarmes, une solidarité villageoise en déclin font que le nombre des réfractaires de toutes sortes diminue sans disparaître totalement. Il faut attendre les réformes de la III<sup>e</sup> République. La suppression du remplacement militaire vécu comme une injustice, la généralisation du recrutement au début du XX<sup>e</sup> siècle, rendent le service aux armées « enfin égalitaire » et par là même beaucoup plus supportable. Peut-on en déduire également un engouement plus fort envers la Nation ? Certainement, mais celui-ci n'aurait pu croître s'il n'avait pas existé avant. Si les raisons du refus des armes dans le département du Cantal sont diverses, le refus de l'appartenance à la France ne semble pas en avoir été l'élément.

L'Ancien Régime connaît une armée professionnelle (12) à laquelle, depuis Louis XIV, s'ajoute, à l'instigation de Louvois, une milice villageoise (13), d'un recrutement aussi injuste que détesté et d'un rendement faible à en croire les cahiers de doléances. À Drugeac, dans la région de Mauriac, les habitants réclament : « La Nation payant au roi un subside pour entretenir, soulager et recruter ses troupes, les milices ne doivent point avoir lieu; cette levée de miliciens... désole les familles des laboureurs » (14). « Sous l'Ancien Régime, le service militaire provoquait une hostilité et une peur entièrement démesurées parmi la population rurale de la Haute-Auvergne... de nombreux Cahiers de la Haute-Auvergne réclamaient l'abolition de la milice » (15).

(11) Annie CRÉPIN, *La conscription en débat ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1798-1889)*, Arras, éd. Artois Presses Université, 1998, 253 p. « L'arrière plan économique et social conditionne la réussite de l'expérience [les levées de la Révolution], beaucoup plus que ses instigateurs ne le crurent » (p. 161).

(12) Jean-Paul BERTAUD, *La Révolution armée. Les soldats citoyens et la Révolution française*, Paris, éd. Laffont, 1979. Il montre la régionalisation du recrutement.

(13) Louvois, éd. Fayard. Création de la milice par Louvois en 1688 lors de la guerre de la ligue d'Augsbourg, le tirage au sort est introduit en 1691.

(14) A.D. du Cantal, 17 B 18, doléance Drugeac.

(15) Jonathan R. DALBY, « La réaction paysanne au recrutement militaire dans le Cantal pendant la Révolution (1791-1794) », Aurillac, *Revue de la Haute-Auvergne*, p. 99.

Certes l'appel aux volontaires en 1791-1792 connaît un certain succès dans le Cantal, mais il est à nuancer car ce sont essentiellement les villes qui fournissent le plus grand nombre de volontaires. Dès 1793, la résistance au recrutement et le refus de l'armée se font ressentir. Le nombre des déserteurs est important : « En janvier 1793, il y a 75 déserteurs du premier bataillon en garnison à Perpignan. Un mois plus tard, 93 hommes manquaient sur l'effectif complet de 800 du deuxième bataillon » (16). Le recrutement de 300 000 hommes en 1793 marque à la fois le début de la conscription dans le département et l'apparition d'une résistance passive. Mais « cette répugnance générale à se battre pour la République en 1793, [cette] résistance au recrutement [n']avait [que] peu ou pas de rapport avec la noblesse contre-révolutionnaire ou le clergé réfractaire avant thermidor » (17).

Les tableaux statistiques dressés sous le Consulat et l'Empire nous permettent d'apprécier le refus de la conscription : même si les chiffres donnés ne sont pas exacts, l'ampleur du phénomène est significative d'un refus très important de la conscription de la part des Cantaliens.

D'après un tableau statistique dressé pour la période an LX (1801)-1809, le Cantal donne un nombre de déserteurs et de réfractaires considérable (18). En l'an IX-X, le nombre des déserteurs et réfractaires est faible. Cette situation est certainement due à la paix extérieure qui règne à ce moment-là. En effet, dès que la guerre reprend, le mouvement de désertions et le nombre des réfractaires s'accroît considérablement, pour atteindre des sommets durant les années 1805-1807, puis diminue, tout en restant important pour les années 1808-1809. Sous le Consulat et sous l'Empire, on comptabilise pour les années 1800-1809 dans le département du Cantal 858 déserteurs et 2 510 réfractaires, soit un total de 3 368. Le Ministère de la Guerre se soucie constamment du recouvrement cantalien. En effet, il est important et se retrouve en première position au niveau national. D'après « l'état numérique des réfractaires, des retardataires et des déserteurs du département du Cantal, il en résulte que sur 3 218 conscrits retardataires, 59 % ont été mis en route, et que 39 ont abandonné leur détachement, et que sur 848 déserteurs, 49 seulement ont été renvoyés à Turin et à leur corps (...) Ce résultat est peu avantageux. Surtout si la colonne mobile a

(16) *Id.*, p. 106.

(17) *Id.*, p. 117. Philippe BOURDIN, *Le Puy-de-Dôme sous le Directoire. Vie politique et esprit public*, éd. La française d'édition et l'imprimerie, 1990, 360 p. « Le refus des armes, l'intransigeance des représentants directs du pouvoir, le jeu des relations nécessaires à une vie à demi clandestine conduisent naturellement les insoumis vers la réactions royaliste, dont ils apparaissent souvent comme les propagandistes les plus zélés sinon les plus efficaces, aux côtés des prêtres réfractaires » (p. 226). À la différence du Puy-de-Dôme, les insoumis du Cantal n'apparaissent pas systématiquement comme des royalistes.

(18) A.D. du Cantal, 2 R 413 (an IX-1809).

commencé ses opérations » (19). Effectivement, le nombre des déserteurs qui ne sont pas rentrés ou repris est considérable. Le département du Cantal apparaît comme l'un des départements où le pourcentage des déserteurs rentrés est plus faible.

D'après une carte de France des déserteurs rentrés suite à l'amnistie du 25 mars 1810 que nous avons dressée, le Cantal a un pourcentage de rentrés de 5,84 % seulement.

Le Cantal fait partie d'un ensemble de départements qui se situent au sud de la Loire, où les déserteurs ne rentrent pas. Seuls les départements de l'Ariège, de la Creuse, de l'Eure, de la Haute-Loire, du Lot-et-Garonne, de la Lozère, du Puy-de-Dôme, des Pyrénées-Orientales et du Tarn ont un pourcentage de déserteurs rentrés plus faible ou pratiquement identique à celui du département du Cantal. Le Cantal est largement au-dessous de la moyenne nationale des déserteurs amnistiés rentrés qui est de 12,76 % (20).

D'après le total des déserteurs à poursuivre le 15 février 1811 et le total des arrêtés par les colonnes mobiles, l'action des colonnes mobiles semble avoir été relativement efficace. Le département du Cantal fait néanmoins partie des départements où plus de la moitié des déserteurs n'ont pas été repris (21). De plus les résultats sont plutôt faibles concernant les réfractaires. Les résultats sont très faibles pour l'ensemble de la France, néanmoins on distingue « deux Frances », une première où plus de 90 % des réfractaires restant à poursuivre se situent à l'ouest d'une ligne qui part du Cotentin et se termine dans les Alpes-Maritimes, une seconde où les résultats des colonnes mobiles sont plus importants (22).

Si la guerre occasionne un nombre de déserteurs et d'insoumis très élevé dans le département du Cantal, la paix n'apporte cependant pas de solution, car le Cantal, contrairement à d'autres départements, reste réfractaire à la conscription. D'Angeville dans son essai sur la statistique de la population française estime que « pour 1 000 recrues obtenues, on compte 130 insoumis [pour le Cantal] ; le département moyen 14. Aucun département ne compte plus d'insoumis » (23). Le nombre des insoumis restant à rechercher et appartenant aux classes de 1821-1833 est considérable (24). Pour l'ensemble de cette période près de 745 sont recherchés. Pour la période 1821-1840, il est de 716 (25). On peut donc dire que les recherches

(19) A.D. du Cantal, 2 R 408, ministère de la Guerre, Paris le 16 octobre 1809, au préfet du Cantal.

(20) A.N., AF IV 1126. France, total des déserteurs : 47 188, amnistiés rentrés 6 022 (12,76 %), restent à poursuivre 40024, réformés 1 142 (2,42 %).

(21) *Ibid.*

(22) *Ibid.*

(23) ANGEVILLE D', *Essai statistique sur la population française*, Bourg, 1836, (B.N.F., 4° L/31/30), p. 162.

(24) A.N., AD XIX G 18.

(25) *Ibid.*

demeurent infructueuses et que le Cantal reste un département du refus, même en période de paix. Si nous comparons le département du Cantal avec ceux qui l'entourent, ils ont aussi une forte insoumission. Mais le Cantal occupe la première position, concernant ceux qui restent à rechercher : 35 % à lui seul, pour la période 1821-1840 (26). De l'Allier, la Corrèze, le Puy-de-Dôme, et la Haute-Loire, seule cette dernière rivalise avec le Cantal en ce domaine (27).

Que ce soit en temps de paix ou de guerre, l'opposition au recrutement des Cantaliens est forte, même si l'on constate une baisse relative en temps de paix. Ce refus permanent est une des particularités du Cantal.

## 2. Pourquoi ce refus ?

Les cahiers de doléances du printemps 1789 nous apportent déjà l'essentiel de la réponse. En effet, ils montrent un rejet unanime, pour la double raison de son injuste assiette de recrutement, car seuls les roturiers pauvres (les riches s'achetant un remplaçant) sont concernés, noblesse et clergé étant exemptés, et par le fait « qu'elle nuit à l'agriculture et au commerce », comme l'écrivent par exemple les populations de Saint-Cirgues de Jordanne, en empêchant l'émigration, qui pour les plus pauvres demeure la seule possibilité de survie. Quelques années plus tard, Chabanon, de la commune de Murât écrit le 17 nivôse an VII : « La loi [loi Jourdan] sur la conscription militaire n'éprouve pas de résistance formelle mais son exécution ne donne que de faibles résultats. Les habitants de ce département étant dans l'habitude de quitter leurs foyers pendant 7 mois de l'année pour se répandre dans tous les départements de la République, afin de gagner de quoi aider à vivre leur famille et payer leurs contributions et comme cette espèce d'émigration périodique commence vers le milieu de Fructidor, la loi du 3 Vendémiaire est arrivée au moment où la plus grande partie avait déjà quitté le département. Je rends compte régulièrement au Ministre de la Guerre de toutes les mesures qui sont prises pour la plus prompte et la plus sûre exécution de cette loi » (28).

Les Cantaliens ne changent pas leurs habitudes par rapport au recrutement qui constitue une gêne incontestable et dangereuse pour l'équilibre financier de la famille. De plus la mise en application de la loi par les autorités demeure difficile par manque de moyens : « Toutes les forces disponibles, consistant en 40 gendarmes, en général peu dignes de confiance et qui sont répartis dans toute l'étendue d'un territoire coupé par des

(26) *Ibid.*

(27) ANGEVILLE D', *Essai statistique (...), op. cit.*, pp. 326-327.

(28) A.N., F 1 CIII Cantal 8.



montagnes et des précipices, sont réduites à la nullité » (29). En l'an XI, les autorités écrivent encore : « Il est des pays où la levée de troupes à toujours été prompte et facile, où les hommes naissent soldats [et] sont par là même chers et considérés, dans les montagnes d'Auvergne c'est précisément le contraire. Ajoutez à cette force d'inertie qui résiste à tous les moments aux efforts de l'administration, la difficulté des communications dans un pareil pays et surtout la transmigration annuelle de tous les hommes en état de travailler, transmigration qui, sauf exception, ne laisse véritablement dans cette saison que les vieillards, les garçons en bas-âge et les infirmes » (30). Cette analyse recoupe celle du préfet du Puy-de-Dôme à la même époque : « La résistance que ce département n'a cessé d'opposer à la conscription n'est point, comme l'on pourrait croire, un résultat de l'attachement de l'habitant à ses foyers. Les cantons les plus soumis sont précisément ceux où le laboureur, attaché à la glèbe, n'est jamais sorti de son village. Les cantons les plus rebelles sont constamment ceux de la montagne où l'homme a un esprit d'indépendance incompressible et ceux dont la population est accoutumée dès le bas-âge à se répandre dans toute la France et jusqu'en Espagne pour aller chercher du travail ou mendier leur pain. Les plus pauvres sont toujours les plus indociles; il n'y a que l'aisance et un certain degré de lumière qui attachent l'homme aux intérêts des lois » (31).

Sous l'Empire les opérations de recrutement montrent des anomalies diverses : « La correction des erreurs sur les listes de conscription exige des heures de recherche et de travaux d'écriture. À Salers [dans l'arrondissement de Mauriac] le tableau de la classe 1806 contient des inexactitudes portant sur vingt-huit individus. Quatre sont morts, deux ont quitté la localité, un autre est resté quatre ans chez les dragons, un autre encore est employé à l'administration navale de Brest, vingt se sont installés ailleurs » (32).

Face aux difficultés le processus de recrutement devient de plus en plus centralisé avec l'Empire, si bien que l'autorité du maire est transférée au sous-préfet et au conseil de recrutement. Cependant, il n'est pas possible d'exclure le maire du village des opérations de conscription. Il est en effet le seul qui puisse fournir des informations sur la situation personnelle des appelés et il tient les registres d'état civil de la communauté locale. Néanmoins, son rôle est réduit, l'autorité passe d'abord au canton puis à l'arrondissement où c'est le conseil, présidé par le sous-préfet, qui décide du sort du conscrit. Ainsi les multiples tentations qui s'offrent aux maires

(29) *Ibid.*, F9 165, lettre du préfet du Cantal du 8 thermidor an VIII au ministre de l'Intérieur.

(30) *Ibid.*, F1 CIII Cantal 8.

(31) Cité par Jean-Pierre SERRE dans un travail dactylographié effectué au collège Jean-Monnet d'Aubigny-en-Artois, 1997.

(32) A.D. du Cantal, 1 R 154, tableau de conscription du canton de Salers, classe 1806.

seront-elles réduites voire éliminées. La structure administrative se trouve clarifiée et si elle ne met pas fin aux problèmes de la conscription, elle contribue à l'intégration de la population à l'ensemble national français.

Le préfet Riou signale lui aussi qu'une part importante de la population, souvent la plus pauvre, mais pas nécessairement, est condamnée au départ : « Il n'est pas d'autre département comme celui-ci où 40 000 jeunes et robustes transmigrent chaque année, dont 3 000 ou 4 000 pour l'Espagne. Dans la stricte justice, il faudrait ne fixer le contingent de ce département qu'à raison des conscrits présents ou il faudrait tenir à la décharge de mes administrés, ceux des conscrits du Cantal qui sont dans le faubourg Saint-Antoine, dans la ci-devant Belgique, dans la ci-devant Bretagne où les appelle leur industrie laborieuse et qui ont obéi à la loi » (33).

Les lois changent et l'attitude du Cantalien face au recrutement demeure identique. Le prouve un rapport du chef de la gendarmerie du Cantal en 1821 au chef de la région à Cahors : « Près des trois quarts des jeunes gens de la classe 1820 n'est point paru au tirage, mais leurs parents y ont assisté pour eux ». Le département est pauvre, l'émigration y est donc toujours nécessaire et « il y aura toujours des déserteurs » (34). En 1830 sur 400 hommes appelés, il ne s'en présente que 180. « Il y a donc des retardataires, mais la plupart d'entre eux ont émigré, soit en Espagne, soit dans l'intérieur de la France, ce qui facilite leur insoumission » (35).

En effet, si migration rime avec insoumission, celle-ci n'est pas nécessairement volontaire. Mais les conscrits comprennent très vite le parti qu'ils peuvent tirer d'une absence au moment du tirage. « La répugnance des habitants du Cantal pour le service militaire n'a aucun motif politique, elle a été jadis plus grande encore, leur éloignement pour l'état militaire tient à leurs habitudes d'émigrés qui font que de bonne heure ils cherchent à se créer une petite fortune » (36).

En octobre 1830 le préfet constate également que « de tous temps, le département du Cantal s'est malheureusement fait remarquer par la répugnance extrême de ses habitants pour le service militaire (...) Cette répugnance tient à plusieurs causes qu'il est à peu près impossible de vaincre. La plus apparente est l'émigration annuelle et presque générale des classes pauvres des communes et même des classes aisées dans beaucoup de localités. Cette émigration leur est commandée par le besoin de trouver ailleurs le salaire de leurs rudes travaux auxquels ils se livrent et, pour la plupart, d'y trouver une subsistance qu'ils n'ont pas chez eux. Cette vie errante les habitue à une indépendance entière et leur donne un amour du gain, qui chez

(33) A.N., F 9 165, le préfet au ministre de l'Intérieur an XI.

(34) *Ibid.*, F 7 3947.

(35) *Ibid.*, F 7 3948.

(36) *Ibid.*, F 7 6768, lettre du préfet du Cantal au ministre, le 5 mars 1822.

eux domine tous les autres sentiments. D'où il s'ensuit que la vie militaire leur est antipathique parce qu'ils y trouvent un assujettissement à la discipline qu'ils ne connaissent pas (...) » (37). La force de la tradition et le besoin de numéraire font que le jeune Cantalien part par habitude hors du département ; de ce fait il est souvent absent lors du tirage. Très vite il tire profit de cette absence et devient pour l'administration un insoumis volontaire. Il attend une éventuelle amnistie pour rentrer, si toutefois un retour s'accorde avec ses affaires. L'émigration et le gain qu'il en retire sont-ils les deux causes essentielles du refus des armes pour le Cantalien ? Qu'en est-il du refus d'être français : est-il marginal ou n'existe-t-il pas du tout ?

La conscription sous la Révolution représente 1,2 % de la population totale, soit environ 2,5 % des habitants mâles. Le poids de cette levée n'est pas excessif, mais comme le taux d'émigration dans le Cantal est le plus élevé du pays, on peut considérer que la levée pèse pourtant lourdement sur les habitants du département. On remarque que pour la classe d'âge concernée le poids moyen du service demeure important, soit 38 % environ pour la période 1827-1850. Celui-ci est d'autant plus important qu'il porte essentiellement sur ceux qui sont encore au village (38).

Examinons maintenant, la place des inaptitudes à la conscription pour la période an X-1812 : le rapport inaptes/conscrits est de 47,74 % pour le Cantal, ce qui est considérable. Si nous comparons ce résultat à ceux des départements voisins, comme la Dordogne, la Creuse, le Puy-de-Dôme, la Lozère, le Lot, la Haute-Loire, le département du Cantal arrive en tête (39). Au vu de l'importance de ce chiffre, on doit se demander s'il n'y a pas des fraudeurs parmi eux. Les statistiques de l'Empire montrent que le défaut de taille est pour 20 % la cause de l'inaptitude au service des Cantaliens. Mais plus importante est l'infirmité physique : 24 % des inaptitudes lui sont dues, ce qui place le Cantal loin devant ses voisins : Dordogne, 18,42 % ; Aveyron, 15,39 % ; Lot, 13,73 % ; Creuse, 10,73 % ; Haute-Loire, 10,84 % ; Puy-de-Dôme, 10,24 % (40). Ainsi les deux causes majeures d'inaptitude sont les infirmités et la petite taille. Les chiffres placent le Cantal en première position du total des inaptitudes par rapport aux départements voisins. Comment ces pourcentages sont-ils répartis au niveau des arrondissements du département ?

L'inaptitude domine dans les deux arrondissements de l'Ouest. Plus de la moitié des conscrits sont inaptes. Le déséquilibre est énorme entre les deux arrondissements du département.

(37) *Ibid.*, F 7 3948, le préfet au ministre de l'Intérieur, octobre 1830.

(38) *Ibid.*, F 20 437-438, voir *infra* tableau et graphiques ci-joints : « Poids du service militaire dans le Cantal 1827-1850 ».

(39) *Ibid.*, F 20 437-438.

(40) *Ibid.*

**Inaptes / arrondissements**

Mauriac : 53,67 %

Aurillac : 52,92 %

Murat : 38,81 %

Saint-Flour : 36,61 %

Le défaut de taille domine nettement dans les arrondissements d'Aurillac et de Mauriac.

**Pourcentage des inaptitudes pour défaut de taille / total des conscrits.**

Aurillac : 19,97 %

Mauriac : 24,42 %

Saint-Flour : 14,87 %

Murat : 14,55 %

**Pourcentage des inaptitudes pour infirmité/total des conscrits.**

Aurillac : 32,94 %

Mauriac : 29,24 %

Saint-Flour : 25,75 %

Murat : 24,25 % (41)

Certes, les contemporains décrivent une population souffrant de la mauvaise alimentation. Le climat rude, les conditions de vie en général, occasionnent un développement tardif des hommes, ce qui pose bien évidemment des problèmes au niveau du recrutement militaire. Les jeunes hommes ne sont pas encore formés. Cependant, ces problèmes ne sont guère différents de ceux que l'on rencontre dans d'autres départements de montagne. Par exemple, les administrateurs du Puy-de-Dôme qui est voisin font les mêmes remarques (42).

Les inaptitudes pour infirmités dominent dans le Cantal. On peut dès lors légitimement se demander s'il n'y a pas un effet de complaisance des administrateurs du département dans ce domaine, donc fraude ? Certaines affaires dans l'ouest du département (notamment la destitution du préfet Riou en 1811), nous laissent supposer que l'on délivre des certificats d'infirmité physique ?

Quelle est la situation pour la période 1816-1850 ?

Parmi les différentes causes d'exemptions militaires que nous avons rencontrées, le défaut de taille représente 44 % du total des exemptions, les faiblesses de constitution 28 %, les scrofules 13 %, les hernies 6 %, les problèmes oculaires 5 % et enfin les goitres 4 % (43). La moyenne globale des exemptés pour la période 1816-1850 est de plus de 40 %. Donc plus de

(41) *Ibid.*

(42) *Ibid.*, F 20 438, tableau rédigé à Aurillac par le conseiller de préfecture Besse le 29 janvier 1808.

(43) *Ibid.*

40 % des examinés sont exemptés pour raison de santé. Comme l'émigration retire encore un nombre considérable d'hommes susceptibles d'être enrôlés, le recrutement ne s'opère que sur une minorité d'hommes. C'est pourquoi, que ce soit en période de paix ou de guerre, la conscription pour cette minorité reste très lourde.

Si nous nous attardons au niveau des arrondissements et des cantons, pour l'ensemble de la période (1816-1851), des différences existent (44). Comme pour la période an X-1812, les exemptions militaires sont plus fortes dans les arrondissements de l'ouest cantalien. Soit pour l'arrondissement d'Aurillac 42,8 %, Mauriac 42,5 %. Tandis que les arrondissements de Saint-Flour et de Murât ont respectivement 37,6 % et 36,7 %. Les raisons sont difficiles à cerner. Cependant on peut avancer que ce sont les cantons les plus pauvres (45) et migrant vers l'Espagne (46) qui sont les plus fortement touchés. On peut donc conclure que toutes les exemptions ne sont pas réellement fondées sur les motifs invoqués et que la fraude est plus importante dans l'ouest du département pour les deux périodes an X-1812 et 1816-1850.

L'explication du refus cantalien à la conscription est-il celui du refus de la nation française ? On peut en douter. En effet, comme nous l'avons vu, le fait de migrer pour les Cantaliens est d'une part une tradition et d'autre part répond à un besoin économique fondamental. Ces deux facteurs imposent un refus de l'armée car ils contrarient un mouvement devenu naturel et indispensable à la survie de la majeure partie des habitants du département. De plus certaines formes de refus accentuent les inégalités sociales et économiques, d'où le besoin de recourir à des moyens illégaux pour éviter un départ qui serait catastrophique (47).

(44) Conscription exemptés par cantons (1816-1851) dans l'ouest cantalien : Champs 48,64 %, Saint-Mamet 48,36 %, Saignes 46,45 %, Montsalvy 45,90 %; dans l'est : Marcenat 39,92 %, Saint-Flour Nord 39,18 %, Ruynes 38,54 %, etc. Voir Bernard VANDEPLAS, « Le Cantal de l'Ancien Régime à la fin de la Seconde République », thèse de doctorat, Paris X, sous la direction de Philippe Vigier, 1995, voir les pages 270 et suivantes pour les exemptions.

(45) *Id.*, pp. 82 à 107 : « Récapitulation générale des valeurs cadastrales privées par cantons (premier cadastre, dit napoléonien) ».

(46) *Id.*, pp. 39 à 72, d'après Rose DUROUX, *Les Auvergnats de CastUle, renaissance et mort d'une migration au XIX<sup>e</sup> siècle*, édition Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, 1992, 479 p.

(47) Annie CRÉPIN, *op. cit.*, « Beaucoup de préfets des départements du Massif central... pensent que les insoumis ne sont que des migrants temporaires dont l'absence au moment des opérations de la levée ne reflète pas nécessairement la mauvaise volonté. Beaucoup, par exemple, migrent vers l'Espagne pour assurer un complément de ressources - vital - à leur communauté. Mais, du même coup, la conscription, perturbatrice sur le plan économique, est mal accueillie et les migrations s'intensifient parce qu'elles deviennent aussi un moyen d'y échapper » (p. 173). Pour le Cantal la force de la tradition et le besoin de numéraire demeurent l'élément essentiel, la conscription amplifie certes les départs (comme le signalent certains préfets) mais il est secondaire par rapport aux facteurs tradition et surtout économique. Voir Bernard VANDEPLAS, *op. cit.*

### 3. Les formes de ce refus

Les formes de résistance à la conscription sont multiples : l'absence lors de l'appel, la fausse présence (la personne qui se présente n'est pas celle qui devait se présenter), la délivrance de faux passeports, les fausses maladies, les mutilations diverses, les mariages de complaisance, le remplacement (n'est-il pas un moyen légal du refus ?) et enfin la désertion pure et simple, en groupe ou seul.

Un nombre important d'hommes sont absents lors de l'appel. Sous la Restauration, le Cantal est le département où la proportion de jeunes gens « bons pour le service, ne s'étant ni présentés, ni faits représenter » est la plus forte en France.

La protection de la famille et dans une certaine mesure celle des villageois permet aux jeunes gens d'échapper à la conscription. En effet, la cohésion villageoise obéit à la règle du moindre mal : si l'intérêt de la communauté est de protéger les individus, elle n'hésite pas à leur porter secours, à les arracher aux mains des gendarmes, à tel point que les autorités judiciaires suggèrent, un moment, de n'opérer ce type d'arrestation que loin des bourgs, dans des chemins isolés (48).

Si pendant tant d'années le refus militaire a pu persister dans le Cantal, sauf peut-être entre 1810 et 1813 quand le gouvernement prend collectivement en otages les habitants, c'est qu'insoumis et déserteurs étaient protégés voire pris en charge par la communauté villageoise. Contre cette solidarité l'État fait appel, sans aucun succès, au discours moralisateur de l'Église en l'an VIII : « Condamnés à une vie errante et vagabonde, source naturelle de tous les désordres et de tous les vices, ces jeunes gens se mettent hors d'état de suivre une profession honorable, utile, qui est le plus sûr garant des mœurs et de la probité » (49). Consécutivement à l'amnistie de 1810 le préfet Riou écrit : « Le décret à fait un bien infini à ce département en ce qu'il a rendu à l'agriculture et aux professions utiles un grand nombre d'individus ». Ceci permet mieux de comprendre pourquoi, en juillet 1808, ce même préfet se plaignait en ces termes : « Il faut réprimer l'audace des receleurs, des déserteurs et des réfractaires, parmi lesquels on a de fortes raisons de compter des propriétaires aisés qui n'ont pas honte de recevoir à titre gratuit, le travail de ces malheureux, en échange de l'asile qu'ils donnent » (50).

Parfois même, les autorités municipales, au lieu d'aider l'État dans la recherche des prévenus, s'interposent, les favorisant. En 1811 le préfet

(48) A.N., BB 20 35.

(49) A.M. de Saint-Flour, H 1 23 bis.

(50) A.N., F 9 303.

déplore que : « Plusieurs maires se présentent, journellement pour demander à connaître les noms des déserteurs de leurs communes portés sur les listes. Dans le nombre de ces fonctionnaires il y en a qui font cette demande pour d'autres dans des vues toutes opposées. C'est pour les soustraire aux recherches de la colonne mobile que ces derniers demandent à voir les listes » (51). La paix revenue, le problème demeure, les autorités montrent toujours si peu de disposition à la dénonciation que la préfecture, en 1817 dans une circulaire dénonce : « Je reçois constamment des plaintes sur la facilité avec laquelle les maires attestent qu'ils n'ont nulle connaissance que les déserteurs qu'on recherche soient venus chercher un asile dans leur commune, tandis que les déserteurs ne cessent de s'y montrer, soit dans le domicile de leurs pères soit dans les environs ». En juin 1831 un rapport de gendarmerie montre la pérennité de cet état de choses : « La gendarmerie éprouve toujours les plus grandes difficultés à faire des arrestations. Le peu qui reste est favorisé par une partie des maires et des gardes-champêtres, de sorte que l'on ne peut obtenir aucun renseignement sur le lieu où ils se réfugient » (52). Les exemples pourraient être multipliés de cette solidarité villageoise qui n'a pour but que de sauvegarder un certain équilibre économique de la communauté. Ne faut-il pas garder le peu d'hommes qui restent encore au village ?

Les mutilations volontaires représentent le moyen extrême d'échapper à la conscription : « Douze conscrits de 1811, s'étaient présentés devant le conseil de recrutement pour être réformés, comme manquant de la troisième phalange de l'index de la main droite (...) ». Le maire ajoute que « ces mutilations ont été faites volontairement, à dessein de se soustraire à la conscription, cela est certain ; aussi les jeunes gens ont dû partir pour les pionniers, quel que fût le numéro qu'ils eussent obtenu au tirage (...) » (53). Les mutilations semblent peu fréquentes sous la Révolution et l'Empire car d'autres solutions moins dangereuses existent et sont plus répandues dans le département : exemptions, migrations, mariages illégaux... Sous la Monarchie constitutionnelle, les cas de mutilation paraissent plus nombreux. En 1833, la gendarmerie signale : « Les jeunes gens du Cantal ne veulent point servir. Ils emploient tous les moyens possibles pour se soustraire au recrutement, beaucoup se sont fait venir des plaies et se sont mutilés » (54).

Le mariage permet également d'échapper à la conscription. À compter de 1809, pour essayer de diminuer cette possibilité d'évasion légale, il faut désormais, en plus, être père de famille. On constate un parallélisme entre

(51) *Ibid.*

(52) *Ibid.*, F 7 3948.

(53) A.D. du Cantal, le préfet aux maires du département le 14 juin 1811.

(54) A.N., F 7 3948, rapport de gendarmerie, 1833.

le nombre des mariages et l'accroissement des besoins en soldats : avec une base 100 en l'an IX on a, pour le Cantal, 135 en 1806, 126 en 1809, 242 en 1813. La France connaît la même tendance : 113 en 1806, 120 en 1809, 263 en 1813 (55). Comme le remarque J.-B. Lakairie en 1813, jamais autant de mariages n'avaient eu lieu, notamment des hommes jeunes avec des femmes plus âgées (56). Dans une lettre de dénonciation de brumaire an XII reçue par le ministre des Finances, l'auteur évoque également des alliances dépareillées uniquement conclues pour échapper à la conscription (57). Le mariage devient un moyen légal et donc un refuge pour échapper à la conscription.

Des exemptions de tout genre sont demandées et certaines administrations acceptent des « pots-de-vin ». C'est le cas dans le Cantal sous l'administration du préfet Riou. Le conseil d'Aurillac accorde entre 7 000 et 8 000 exemptions entre 1806 et 1810. La plupart des jurés se sont laissés acheter pour 1 000 F chacun ; ce scandale oblige le préfet à démissionner, mais il est en fait destitué par l'Empereur en 1811 (58). Lakairie écrit à ce sujet : « Si l'on eût voulu sincèrement faire cesser un pareil scandale, on en eût aisément trouvé les moyens dans une dénonciation franche et appuyée de pièces; il est vrai que le préfet avait à la poste à Paris et dans tous les bureaux des agents pour soustraire tout ce qui pourrait être adressé au gouvernement contre lui. On trouva beaucoup de pièces sous les scellés de Fouché, Ministre de la Police, madame Riou faisant de fréquents voyages à Paris pour parer les coups » (59).

Enfin, la désertion est l'ultime moyen de résistance à la conscription et celle-ci atteint des sommets dans le Cantal. Qu'elle soit individuelle, en groupe, avec équipement ou non, elle demeure la manifestation majeure du refus de l'armée. La désobéissance de la loi entraîne le déserteur à mener une vie de contraintes, mais le Cantalien ne semble pas s'attarder sur ce problème comme nous le rapporte Mathieu Laforce : « Son amour de l'indépendance égale celui qu'il voue à son pays ; la privation de liberté le tue ; le moindre assujettissement le révolte et l'on voit chaque jour des jeunes hommes pleins de courage et d'énergie redouter le service militaire et préférer pendant plusieurs années la vie pénible du réfractaire à l'obéissance passive du soldat » (60). Si le conscrit déserte une fois son incorporation faite, il arrive fréquemment aussi qu'il fuie avant son arrivée en garnison.

(55) *Ibid.*, F 20 498.

(56) A.D. du Cantal, 6 J 78, J.B. Lakairie, 1813, pp. 8 et 22.

(57) A.N., BB 18 15.

(58) *Ibid.*, lettre du Procureur général de Riom au ministre de la Justice, le 31 juillet 1811.

(59) A.D. du Cantal, fonds Jean Delmas, notes de Lakairie et A.N., F1 bII Cantal 3.

(60) Mathieu Laforce, *op. cit.*, p. 140.



« Il est malheureusement vrai que la plupart des conscrits composant le contingent de l'an VIII ne se sont pas rendus au chef-lieu et que plusieurs de ceux que j'ai dirigés ont déserté dans la route. Tout m'a démontré la nécessité indispensable des moyens coercitifs et c'est désormais à la puissance militaire à compléter les opérations administratives » (61).

Périodiquement, une amnistie vient également libérer des contraintes militaires quelques milliers d'insoumis et déserteurs, souvent transformés en vagabonds délinquants, dont les propriétaires savent user à loisir, régularisant quelque peu une situation quasi impossible à maîtriser.

Si le remplacement (62) est une forme déguisée de refus de la conscription (63), il n'en est pas moins un moyen légal d'échapper au service. Un moyen légal qui favorise les plus riches (64) au détriment des plus pauvres qui n'ont comme possibilité que l'usage de moyens illégaux comme ceux que nous avons relevés, les mutilations, les exemptions... Entre 1816 et 1850 le nombre des remplaçants augmente considérablement dans le Cantal alors qu'il est stable au niveau national. Le département demande plus de 5 500 remplaçants en 33 ans, et fournit peu, 782 autochtones localisés (65). L'apport d'hommes varie beaucoup selon les terroirs et la richesse de ceux-ci. Le canton de Maurs se distingue : il donne plus du quart des remplaçants alors qu'il ne rassemble que 5 % de la population du département. Du chef-lieu aux communes rurales, toutes participent à ce mouvement. Maurs est cependant un cas isolé. En effet, les autres cantons du département participent peu au remplacement et préfèrent l'exemption, la désertion et la migration, par tradition et besoin. Lorsque la valeur cadastrale privée d'un canton est importante par rapport au département, ce sont les riches agriculteurs qui se font remplacer et, à un moindre degré, les migrants, lorsque le taux de migration est fort et se dirige vers Paris, comme dans l'est du département. On y remarque également un taux d'exemption plus faible que la moyenne du département, ce qui laisse à penser que les plus pauvres choisissent le départ vers la capitale. Si le canton est pauvre, toujours à l'est du département, la migration est encore plus frappante, l'exemption reste faible.

Dans l'ouest la situation semble différente : le remplacement est faible par rapport à la moyenne du département. Ce sont les plus riches qui profitent

(61) A.D. du Cantal, 2 R 370.

(62) Jean-Pierre SERRE, « Le remplacement militaire dans le Cantal de la Révolution à la Seconde République », *Revue de la Haute-Auvergne*, Aurillac, octobre-décembre 1998, pp. 5-10.

(63) Annie CRÉPIN, *op. cit.*, p. 171.

(64) Annie CRÉPIN, *op. cit.* : « Quand on ne peut s'offrir cette "soutane de sûreté" que représente le remplacement, on use, pour échapper à la conscription, de moyens illégaux qui ne manquent pas d'avoir des incidences financières et économiques ». Le département du Cantal est un exemple caractéristique comme le sont certainement d'autres départements du Massif central.

(65) Jean-Pierre SERRE, *op. cit.*

du système. Il y a quelques migrants. Le taux d'exemption étant fort dans la plupart des cantons de l'ouest du Cantal, on peut croire que les plus pauvres choisissent ce moyen pour échapper à la conscription (la population de l'ouest ne semble pas en plus mauvaise santé que celle de l'est). De plus les taux de migrations sont plus faibles que dans l'est et de directions différentes, essentiellement vers l'Espagne, puis la Hollande et la Belgique, à un niveau plus faible (66). Le fort taux d'exemption et les différentes affaires sur le sujet laissent supposer un niveau de fraude important dans l'ouest cantalien.

L'origine géographique des remplaçants montre une constante : l'importance des apports des départements limitrophes, et d'autre part une certaine et lente évolution : la domination des Cantaliens dans les années 1816-1825 décline vite au profit des Lotois et des Aveyronnais qui culminent de 1830 à 1840 puis, de la Monarchie de Juillet à la Seconde République, on assiste à un progressif élargissement géographique (67). On remarque également une montée progressive de la professionnalisation du remplacement (68). Elle se marque par l'accroissement régulier des anciens militaires, 24 % en 1832-1836, 32 % en 1849-1851 (69). La montée régulière et l'élargissement de l'origine des remplaçants montrent une insertion lente mais réelle dans l'espace français, même par le biais original du remplacement militaire, ce qui indique entre autres que le Cantalien n'exprime pas un refus de l'identité française (70).

#### 4. Les réponses de l'État

Amendes, garnisaires et colonnes mobiles sont employés, notamment sous l'Empire, pour contraindre les conscrits insoumis à accomplir leurs devoirs militaires. Des amendes sont données aux familles des déserteurs et insoumis, mais dans la plupart des cas celles-ci ne peuvent les payer. Par exemple, les listes des amendes établies dans le bureau d'Aurillac en l'an XII indiquent, jour après jour, que les familles des réfractaires ne peuvent être poursuivies car elles vivent dans une pénurie totale et ont déjà obtenu un certificat d'indigence (71).

(66) Cette tentative de généralisation ne semble valable que pour la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Celle-ci a pour base mon étude du premier cadastre, l'enquête du Premier Empire sur l'émigration et l'exemption à la conscription pour les années 1816-1851. Voir les trois tableaux ci-joints et les pages 82 à 107 (émigrations), pp. 39 à 72 (répartition de la propriété foncière), pp. 256 à 287 (conscription) de ma thèse (*op.cit.*).

(67) Jean-Pierre SERRE, *op. cit.*

(68) Voir sur le sujet, A.N., C 2778, Henri TALLENDEAU, *Observations sur le remplacement*, Nantes, 1848, p. 7 : « Les remplaçants pris parmi les anciens militaires sont, sans contredit, supérieurs aux jeunes conscrits ». Voir également Bernard SCHNAPPER, *Le remplacement militaire en France*, Sevpén, Paris, 1968.

(69) *Id.*

(70) Jean-Pierre SERRE, *op. cit.*, affirme également cette idée dans son étude sur le remplacement.

(71) A.D. du Cantal, 2 R 370.

Ainsi l'amende aux familles des insoumis est très largement inapplicable. En 1806 l'administration d'Aurillac constate que sur 158 cas, 56 concernent des indigents, 36 seulement ont été en partie ou en totalité payées et enfin 66 sont classées inconnues (72). Si les pauvres ne peuvent pas payer, on essaie de faire payer les plus riches de la commune pour le conscrit insoumis. Cependant, lorsque le cas se présente comme par exemple à Journac, les plus riches de la commune peuvent demander une compensation : « Pétition du maire de Journac des vingt plus imposés acceptant de payer les frais de contrainte occasionnés par la désobéissance de Deveze Pierre conscrit mais demande qu'en échange, il soit procédé à la saisie de la récolte des biens du père » (73). L'administration répond favorablement à cette pétition.

Au-delà de la répression administrative, l'insoumission occasionne ou accentue les conflits locaux entre riches et pauvres. Si une pression est faite sur les notables locaux afin d'éviter l'insoumission, le pouvoir moral est également mis à contribution. Le préfet du Cantal écrit au Ministre de l'Intérieur le 10 floréal an XI : « Parmi les moyens que j'ai cru devoir mettre en usage pour accélérer le recrutement, j'ai pensé que celui de la persuasion et de la morale employé par les ministres de la religion ne serait pas un des moins efficaces dans un pays surtout où le fanatisme mettrait en quelque sorte au rang de crime le dévouement à la patrie. J'ai en conséquence invité Mgr l'Evêque de Saint-Flour à bien vouloir adresser une lettre pastorale par laquelle il s'engageait à seconder, à cet égard, l'administration. J'ai eu la satisfaction que Mgr l'Evêque s'est parfaitement prêté au désir de l'administration » (74). Mais en fait, ni les amendes, ni la morale de l'évêque ne parviennent à enrayer l'insoumission dans le département du Cantal.

« L'officier commandant à Montsalvy [écrit l'adjoint commandant de gendarmerie du département] me conte que ce canton, en général manifeste beaucoup de résistance tant pour faire rentrer les conscrits insoumis que pour le paiement des frais de garnisons. Les maires de Ladinhac, Roanes et Montsalvy qui ont le plus d'hommes à faire rentrer ont fait leur possible pour faciliter leurs arrestations et pour faire payer le contingent. Cependant celui de Roanes éprouve des difficultés de la part de quelques-uns des plus forts contribuables qui lui ont répondu qu'ils n'avaient rien à payer d'après des consultations qu'ils avaient prises à Aurillac.

Le maire de Labesserette est allé avec des gendarmes pour arrêter un conscrit ; 15 habitants l'ont caché et il reparut après le départ des gendarmes. Le maire de Ladinhac est un fonctionnaire très zélé (...) Néanmoins, ce

(12) *Ibid.*, 2 R 413.

(73) *Ibid.*, le 21 mai 1811, pétition du maire de Journac et des vingt plus imposés.

(74) A.N., F 9 165, le préfet au ministre le 10 floréal an XI et A.M. de Saint-Flour, H 1 23 bis, lettre du préfet à l'évêque et sa réponse.

canton est celui qui montre le plus d'opiniâtreté et mériterait qu'on en fit un exemple qui pût en imposer par la sévérité ; je suis bien décidé s'il persiste dans la résistance, à envoyer 50 hommes de plus ou même 100 s'il le faut pour mettre à la raison » (75). Si quelquefois les maires coopèrent, le plus souvent ils demeurent complaisants et même complices. « La gendarmerie, bien loin d'être secondée dans ses perquisitions par les autorités locales, ne trouve partout qu'une insouciance presque aussi coupable que la complicité » (76). Le maire peut par exemple fournir de faux passeports intérieurs comme par exemple aux Deux Verges en 1807. « Deux individus, conscrits de l'an XII (ont avoué) que les passeports dont ils étaient porteurs leur avaient été délivrés par le maire et que cela ne leur avait coûté que quelques bouteilles de vin » (77).

Le rapport de la gendarmerie en juin 1831 est explicite sur le comportement des maires mais aussi des gardes-champêtres, comme nous l'avons vu précédemment. En 1897, la situation n'a guère changé même si le nombre des déserteurs est infime : « Le concours des gardes-champêtres fait entièrement défaut à la gendarmerie. Le choix de ces agents communaux laisse beaucoup à désirer. La plupart sont de petits cultivateurs qui s'occupent plus volontiers des soins à donner à leurs exploitations que de la garde territoriale. Quelques fois même ils entravent les recherches de la gendarmerie. Le garde-champêtre prévient le délinquant de l'arrivée des gendarmes. Faiblement rétribués, ils ne montrent qu'un zèle en rapport avec la modicité de leur salaire » (78).

Les garnisaires et surtout les colonnes mobiles apportent des solutions pratiques à l'administration. « Arrivée le 19 mars 1811 à Aurillac de 60 gendarmes d'élite de l'Aveyron, avec gendarmes à pied du Cantal. La colonne mobile sera envoyée dans les arrondissements où il y a le plus de conscrits rebelles ». Le 22 mars, « trois colonnes sont envoyées dans le canton de Champs, de Marcenat et de Massiac » (79). Le 15 mai de la même année, J.-B. Lakairie constate : « Depuis qu'on a pris des mesures sévères contre les déserteurs et réfractaires, en rendant solidaires les principaux habitants des villes et des campagnes, les maires et tous ceux qui sont exposés à payer les garnisons font eux-mêmes la recherche des conscrits et les conduisent aux casernes. Il y a des rixes dans quelques endroits. Les gendarmes ont été insultés et ont été obligés d'employer la force pour repousser les agressions. On a tué quelques conscrits dans le canton de Maurs et ailleurs ». Le 18 mai, il poursuit : « La gendarmerie d'élite ramène

(75) A.D. du Cantal, 2 R 411, lettre de l'adjudant commandant de gendarmerie au préfet le 25 mai 1811.

(76) *Ibid.*, Recueil des Actes administratifs, circulaire du préfet d'août 1817.

(77) A.N., FI b2 Cantal 8.

(78) A.D. du Cantal, R 4, rapport du préfet du Cantal au ministre de l'Intérieur.

(79) *Ibid.*, 6 J 78, J.B. Lakairie, année 1811, p. 11.

chaque jour des conscrits réfractaires ou déserteurs. Ces gens sont d'une sévérité à laquelle les campagnes étaient peu accoutumées » (80). « Les campagnes ont beaucoup souffert par la présence de la colonne mobile qui a été sans pitié... ». La « colonne mobile part pour Clermont, même opération (...) » (81).

La pression du pouvoir central parisien est de plus en plus forte face aux problèmes de l'insoumission et de la désertion. Le préfet adresse le 23 juillet 1813 un arrêté relatif au problème de recrutement, publié et affiché dans les communes. « Lorsque les garnisaires arriveront dans un canton, le maire du chef-lieu en constatera le nombre effectif, et ensuite ils se diviseront de manière à ce que les parents de chaque insoumis reçoivent deux garnisaires. Si les garnisaires sont au nombre de trente, et qu'il y ait 45 déserteurs ou réfractaires à poursuivre dans le canton, ces garnisaires seront placés deux par deux chez les 15 conscrits, pendant les 5 premiers jours; ils seront ensuite placés, en même nombre, chez les 15 autres, pendant les 5 premiers jours suivants, et, enfin de la même manière chez les 15 derniers. Ils reviendront ensuite chez les premiers... » (82).

En juin 1813, le préfet confirme que « tous les contingents [ont été] composés avec promptitude et facilité » (83). Il semble donc que dans les dernières années de l'Empire, l'emploi de la force ait eu raison en partie de l'insoumission. Les garnisaires et surtout les colonnes mobiles permettent la formation des contingents nécessaires à l'armée impériale. Néanmoins, lorsque celles-ci partent, le phénomène de l'insoumission et de la désertion reprend, même si la menace de l'arrivée d'une colonne est toujours possible.

Un autre moyen plane toujours pour contraindre la population à la conscription : c'est celui de la dénonciation, notamment lors des opérations de recensement des conscrits. « La coopération des informateurs semble d'autant plus indispensable que les familles des conscrits sont souvent au centre de la conscription qui tend à protéger les enfants du pays » (84).

En effet, s'il existe bien une solidarité familiale et par extension villageoise, la dénonciation apparaît à l'administration comme un moyen efficace de succès. Néanmoins, elle représente bien un danger pour la cohésion des communautés villageoises, déjà atteinte par des tensions sociales accentuées par l'inégalité qui existe dans la conscription.

Les dénonciations représentent plus de 22 % du total général des conscrits de la classe 1809 dans le département. Soit pour l'arrondissement

(80) *Ibid.*, p. 21.

(81) *Ibid.*, p. 23.

(82) A.N., F 1 C III Cantal 6.

(83) *Ibid.*, F 1 C III Cantal 8.

(84) A.D. du Cantal, 2 R 365, lettre du sous-préfet de Murat, au général de brigade de Saint-Martin, le 10 prairial an XIII.

d'Aurillac 18,4 % ; celui de Mauriac, 33 % ; de Murat, 26,2 % et 15 % pour Saint-Flour. Les dénonciations sont donc cette année-là loin d'être négligeables. Mais elles diminuent considérablement l'année suivante et ne représentent plus pour le département que 6 % des conscrits de la classe 1810.

Pour les années 1811-1815, on ne relève que très peu de dénonciations. Y aurait-il eu un oubli des administrateurs ? Ou les dénonciations ne représentent-elles plus un moyen actif de poursuite des conscrits ? En fait, les garnisaires et les colonnes mobiles ont pris la relève et semblent plus efficaces !

En effet, seuls la force, l'intimidation et un prix à payer élevé permettent un recrutement convenable. Mais «une bonne chasse» aux conscrits absents ne peut se faire sans les dénonciations imposées par la peur de la répression et par là même d'une certaine désorganisation de la communauté rurale. En fait les dénonciations nous renseignent sur les conflits, les querelles qui font que la communauté rurale n'est pas aussi idyllique que voudrait le faire croire certains. Si l'État n'emploie pas une violence qui coûte dans tous les sens du terme, il ne semble guère écouté et les appels à la conscription resteront vains jusque sous la III<sup>e</sup> République.

## Conclusion

Ce refus militaire, nullement limité au Cantal, puisqu'il touche l'ensemble de l'Auvergne, même s'il prend ici des proportions tout à fait extraordinaires, s'explique par une double raison. D'une part la conscription se heurte aux habitudes d'émigration acquises depuis longtemps par une importante fraction de la population, pas nécessairement la plus déshéritée, même si souvent la misère condamne aux départs ainsi que le signale dès son arrivée le préfet Riou (85). D'autre part la fondamentale injustice de ce recrutement fait du pauvre l'unique conscrit ou presque, les autres s'achetant une dispense frauduleuse ou un remplaçant légal. Les insoumis et les déserteurs nous montrent toute la dureté d'une société rurale montagnarde inégalitaire. Même si le conscrit s'échappe, il n'est pas à l'abri des profiteurs, notamment des riches propriétaires qui l'entourent (86).

Si le refus semble s'atténuer quelque peu durant la paix, la guerre accentue le phénomène et le Cantal reste dans une « tradition » de refus du service militaire. En effet, l'originalité du refus cantalien réside essentiellement dans son ampleur et sa continuité historique. Il va prendre différentes formes comme l'insoumission et la désertion, ou plus originale avec la

(85) A.N., F 9 165.

(86) Annie CRÉPIN, *op. cit.*, « Les notables eux-mêmes peuvent encourager l'insoumission, pour eux source d'une main-d'œuvre gratuite ou peu payée. Ils cachent les réfractaires qui, en échange, travaillent pour eux » (p. 173).

montée régulière de l'exemption frauduleuse, à l'époque impériale, du remplacement lors de la Restauration, la Monarchie de Juillet ou encore la Seconde République puis plus tard la dispense à prix d'argent sous le Second Empire. La Troisième République naissante, tirant les leçons de la défaite, apporte des transformations dans le recrutement par la suppression du remplacement, puis au début du XX<sup>e</sup> siècle du tirage au sort, rendant le service aux armées enfin égalitaire et par là même beaucoup plus supportable. Ces modifications couplées avec la naissance d'un sentiment national réel, une amélioration sensible du réseau routier, font peu à peu décliner la résistance cantalienne face à l'armée alors que le refus militaire perdure dans les Pyrénées de façon très sensible (87).

En août 1914 le préfet du Cantal peut écrire : « Les opérations de mobilisation s'effectuent dans la région avec le plus grand calme. Les populations des villes et des campagnes acceptent résolument l'éventualité de la guerre qu'elles considèrent, déjà, comme inévitable. Tous les cœurs vibrent à l'unisson » (88). Durant la « Grande Guerre », le refus cantalien demeure rarissime, à l'inverse le pourcentage des victimes est supérieur à la moyenne nationale avec plus de 20 % des mobilisés contre moins de 17 % pour la France.

On peut donc dire que pour la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les formes des refus cantaliens n'ont pas d'originalité, par contre les raisons sont spécifiques : bouleversement d'un certain équilibre économique et social, sacrifice trop lourd et trop déstabilisant. Quant au refus de l'identité nationale française (89) il n'est pas une certitude et on ne peut donc parler d'antipatriotisme (90). On peut dès lors se demander si l'institution en contradiction avec des intérêts établis ne représente pas plutôt un refus de la modernité.

Bernard VANDEPLAS  
31, rue du Général de Gaulle.  
97400 Saint-Denis

(87) Jean-François SOULET, *Les Pyrénées au XIX<sup>e</sup> siècle*, 2 tomes, (tome 1 : Organisation sociale et mentalités, 478 p. ; tome 2 : Une société en dissidence, 713 p.), Toulouse, éd. Eché, 1987. Voir particulièrement le tome 2, chapitre 8 : L'opposition à la conscription et au code forestier, pp. 471-502.

(88) Germain POUGET, *Le Cantal dans la Grande Guerre (1914-1919)*, Aurillac, éd. Société des lettres, sciences et arts « La Haute-Auvergne » Mémoire 6, 1998, 293 p.

(89) Alan FORREST, « Religion et résistances militaires », dans Jean-Clément MARTIN (SOUS la direction de), *Religion et Révolution*, colloque de Saint-Florent-le-Viel, 13-14-15 mai 1993, Paris, Anthropos, 1994, 272 p. Alan Forrest affirme que « On en trouve les causes dans le rejet de l'idée d'un État centralisateur et dans les traditions économiques, politiques et communautaires (...) » (p. 161).

(90) *Id.*, p. 161. Certes l'auteur tient compte du facteur économique, mais nous pensons qu'il le minimise trop, pour ne faire ressortir en fait que des facteurs essentiellement politiques et de négation du sentiment français dans les populations rurales. Nous pensons qu'il serait nécessaire de nuancer ces conclusions.

*Poids du service militaire dans le Cantal (1827-1850)*  
*(AN F20 437-438)*

Années	Force de la classe d'âge	contingent	exemptés	Poids du service militaire
1827	2270	494	547	28,67 %
1828	2338	494	600	28,42 %
1829	2385	497	518	26,62 %
1830	2174	675	517	40,74 %
1831	2410	664	608	36,85 %
1832	2224	664	573	40,22 %
1833	2047	662	593	45,53 %
1834	1546	656	526	64,31 %
1835	2366	652	554	35,98 %
1836	2236	598	447	33,43 %
1837	1827	572	393	39,89 %
1838	1965	533	403	34,12 %
1839	2179	579	630	37,38 %
1840	2312	640	749	40,95 %
1841	2246	624	633	38,69 %
1842	2346	635	739	39,51 %
1843	2261	608	790	41,33 %
1844	2436	644	695	36,99 %
1845	2295	625	617	37,25 %
1846	2343	634	735	39,43 %
1847	2318	657	611	38,49 %
1848	2129	644	568	41,26 %
1849	2242	639	568	38,17 %
1850	2250	612	519	35,36 %
<b>Total</b>	<b>53145</b>	<b>14702</b>	<b>14133</b>	<b>37,69 %</b>

$$\frac{\text{contingent} \times 100}{\text{force de l'âge} - \text{exemptés}} = \% \text{ de la ponction militaire sur une classe d'âge}$$

Note : Le poids du service militaire est obtenu en retirant les exemptés de la « force de l'âge » et du rapport contingent sur la force de l'âge réellement recrutables.



*Poids moyen du service militaire pour l'ensemble de la période  
(AN F20 437-438)*

